



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

24-01-2017

Vente de STX, nouvelles menaces sur l'emploi

Le tribunal de commerce de Séoul, chargé d'examiner la procédure de redressement judiciaire du groupe sud coréen " STX Offshore & Shipbuilding" , a retenu l'offre du groupe italien Fincantieri pour le rachat du chantier naval STX de Saint-Nazaire. Ce qui pose des graves problèmes concernant l'avenir de la construction navale française.

Le groupe Fincantieri est détenu à 72,51% par Fintecna, holding contrôlée par le ministère de l'Economie et des Finances italien.

C'est le leader européen de la construction navale : chiffre d'affaires annuel 4,5 milliards d'€ ; 20 usines dans le monde (Italie, Etats-Unis, Norvège Amérique du Sud, Asie) ; 19000 salariés, 80000 chez ses sous-traitants. Fincantieri fabrique paquebots, yachts, navires de guerre, navires de croisière ou encore sous-marin et bâtiments offshore. Soit exactement les **mêmes segments** de marché que ceux produits au **chantier naval de Saint-Nazaire. En mettant la main sur STX France le groupe italien s'empare d'une entreprise dont les carnets de commandes sont pleins jusqu'en 2026** : 14 paquebots de croisières, près de 12 milliards d'euros de commandes et quelque 100 millions d'heures de travail. il augmente sa capacité de production : Fincantieri n'a pas les

cales sèches qui lui permettent de construire des paquebots géants tels que "Harmony of the Sea", Saint-Nazaire si!

D'une pierre deux coups il est capable de répondre aux appels d'offres des compagnies de croisières qui se lancent dans la course au plus gros paquebot et il phagocyte un concurrent qui lui fait de l'ombre!!!

A quel prix pour les salariés de STX France ? Ceux-ci craignent que le chantier de Saint-Nazaire devienne un variable d'ajustement du groupe italien qui comme toute bonne entreprise capitaliste se lancera dans la chasse aux doublons et dans une logique de profit aggravera encore la précarité des travailleurs : 65% des salariés de Fincantieri sont des travailleurs détachés.

La CGT navale de Saint-Nazaire a rencontré les syndicats italiens CGIL-FIOM, CSIL-FIM et UILM-UIL du site de construction navale de Fincantieri pour défendre le maintien des sites et de l'emploi en France, en Italie, et dans les autres pays concernés, pour exiger, dans l'hypothèse d'un rachat par Fincantieri, que "dans un contexte où la charge de travail de l'ensemble des chantiers navals européens est au plus haut, la pérennisation et le développement de l'emploi stable, au meilleur statut et la reconquête et le développement industriels qui sont à l'ordre du jour, dans la complémentarité des activités et non dans la compétition". **Cette exigence des syndicats ne pourra être satisfaite que par la lutte des travailleurs et du peuple.**

Les syndicats réformistes, CFDT, FO, etc. comme du reste les élus de tous bords de Saint-Nazaire et de Loire Atlantique, le sénateur PS Y. Vaugrenard, le député PS M.-O. Bouillé et le président LR de la région B. Retailleau en tête ont fait appel au gouvernement PS de Hollande pour lui faire part de leurs inquiétudes et lui demander de faire jouer sa minorité de blocage pour peser sur les négociations en cours. Nous avons vu par le passé comment les gouvernements en place ont fait jouer leur minorité de blocage, le dernier exemple vécu a abouti à l'explosion, à la destruction de la SNCM!!!

Actuellement la négociation entre le constructeur et l'Etat français qui est en cours pose des questions essentielles : sur le devenir industriel du site naval de Saint-Nazaire, déjà mis à mal depuis que des financiers s'en sont emparés. En 2006 le groupe norvégien Aker Yards acquiert le chantier naval de Saint-Nazaire, l'Etat abandonne la construction navale française, A partir de là les conditions de travail au

chantier ne cessent de se dégrader quelque soit le groupe propriétaire, bien aidé en cela par la CFDT qui a voté un Plan Compétitivité Emploi, dans la droite ligne de l'ANI : augmentation du temps de travail, diminution de salaire...

Au delà des enjeux concernant le marché de la croisière, le dossier de la vente de STX comporte aussi des enjeux militaires. Le repreneur de STX Saint-Nazaire dispose des capacités à fabriquer de très grands navires de guerre. DCNS et STX France ont passé en 2008 des accords commerciaux pour répondre aux besoins de la France pour la construction de bâtiments militaires de grande taille. En rachetant STX France, Fincantieri deviendrait un concurrent direct du français dans le domaine militaire.

De nombreuses tractations ont cours, il faudra y revenir pour en faire une analyse plus approfondie.

Mais dès maintenant il est clair que cette vente de STX France concerne le développement industriel de la France, les coopérations d'égal à égal à mettre en place avec d'autres pays, l'emploi, les conditions de travail, la gestion des grands entreprises.

Ce n'est pas en faisant appel au gouvernement mis en place par les capitalistes qu'on répondra aux besoins du pays et du peuple. Il faut prendre les moyens de production et d'échange aux multinationales industrielles et financières, il faut que les secteurs clés de l'économie et de la finance soient gérés et contrôlés par le peuple. Pour mettre en œuvre cette politique il faut engager la lutte sans attendre.

C'est le programme de notre Parti Révolutionnaire Communistes, porté par notre candidat à la Présidentielle Antonio SANCHEZ et par nos candidats aux élections législatives.

¹. 4ème constructeur naval mondial et détenteur des deux tiers des parts du chantier naval de Saint-Nazaire (cf. Communiste Hebdo, n° 473 sept 2016).

². [Groupe industriel français](#) spécialisé dans l'[industrie navale militaire](#), l'énergie nucléaire et les infrastructures marines. Société de droit privé détenue à hauteur de 62 % par l'État français, de 35 % par [Thales](#) et de 2 % par son personnel.